

Journal des guerres de l' Otan

Géopolitique et stratégie

N° 83 du 15.02.11

Par **C.De Broeder & M.Lemaire**

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion

1-1 Roland Marounek : Otan schizophrène.

1-2 M. K. Bhadrakumar : L'Otan tisse son réseau en Asie du Sud.

1-3 Mahdi Darius Nazemroaya : La division de l'Égypte: Menaces d'une intervention militaire des États-Unis, d'Israël et de l'OTAN?

2 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

2-1 **La lutte pour la paix: déclaration de Partis communistes et ouvriers.**

3 A savoir

3-1 Le nouveau traité russo-américain sur la réduction de leurs arsenaux nucléaires entre en vigueur.

3-2 "Start III" viole le TNP et légitime la production d'une nouvelle génération de bombes atomiques (Kazem Jalali)

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

1-1 Roland Marounek : Otan schizophrène.

Le Nouveau Concept Stratégique s'ouvre par de belles déclarations qui valent leur pesant de langue de bois, qualité chêne massif : « *Les États membres de l'OTAN forment une communauté de valeurs unique en son genre, attachée aux principes de la liberté individuelle, de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit. L'Alliance est résolument attachée aux objectifs et aux principes de la Charte des Nations Unies ainsi qu'au Traité de Washington, qui affirme la responsabilité primordiale du Conseil de sécurité de l'ONU dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales.* ». Les yeux encore tout humides d'émotion, on finirait presque par oublier que plusieurs des membres les plus "respectés" de l'Alliance Atlantique ont envahi et occupent toujours un pays, l'Irak, en violation totale avec la Charte des Nations Unies. Le respect du Conseil de Sécurité était tout aussi évident lors de l'agression par l'Otan de la Yougoslavie en 1999. Sans parler du soutien inconditionnel de l'Otan à Israël, pays qui viole en toute impunité quelques dizaines de résolutions du Conseil de sécurité. Quant aux principes de la liberté individuelle, de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit, les pensionnaires de Guantanamo, d'Abu Graïb, et des centres secrets de la CIA en ont peut-être une vision toute différente. Un peu avant dans le texte il était affirmé que « *Aujourd'hui, l'Alliance demeure une source essentielle de stabilité dans un monde imprévisible* ». A moins d'être complètement autiste, force est plutôt de

constater que l'intervention de l'Otan et/ou des pays membres de l'Alliance ont été, en Afghanistan et en Irak, une source de *déstabilisation*. Et ils voudraient stabiliser l'Iran...

Roland Marounek

1-2 M. K. Bhadrakumar : L'Otan tisse son réseau en Asie du Sud.

Ce à quoi la réunion au sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le mois dernier à Lisbonne, faisait presque instinctivement penser était que les rumeurs persistantes sur la mort de l'alliance étaient vraiment très exagérées. La chose frappante était le degré d'unité interne et la détermination apparente parmi les 28 membres de l'alliance.

Ces dernières années, une profusion de récusations moqueuses sur « l'insignifiance dysfonctionnelle » de l'OTAN et sur une alliance dépeinte comme une « relique de la Guerre Froide » ont émaillé les discours internationaux.

L'Asie du Sud – l'Inde, en particulier – a opéré une quasi-ellipse intellectuelle, tout en s'étendant sur la stratégie régionale d'ensemble des Etats-Unis dans les conflits afghano-pakistanaï. En fait, dans les discours indiens sur l'Afghanistan, l'OTAN n'a pratiquement jamais figuré comme un sujet d'importance.

Des impressions trompeuses, collectées en Asie du Sud auprès du monde stratégique, laissent penser que les Etats-Unis rechercheraient désespérément une « stratégie de sortie » en Afghanistan et qu'ils seraient sur le point de « se sauver » de l'Hindou-kouch.

Par conséquent, le sommet de l'Otan de Lisbonne, fin novembre, apparaît comme une révélation pour l'Asie du Sud. Au sein de l'espace transatlantique, les voix dissonantes qui mettaient en doute la raison d'être de l'alliance se sont complètement tues.

De même, les membres de l'alliance, de la vieille Europe comme les nouveaux venus, semblent avoir reconnu que l'OTAN a manœuvré avec succès à travers une phase transitoire et qu'elle a achevé son processus d'ajustement dans l'ère de l'après-guerre froide. Les divergences fondamentales sur les questions de la politique de l'alliance sont révolues.

Une structure mentale indemne

Il est assez évident que l'alliance est en cours de transformation en vue de jouer un rôle politico-militaire mondial et qu'elle est tournée vers l'avenir. Certes, dans cette période d'austérité européenne, il existe toujours un certain scepticisme qui demande à s'interroger sur les ambitions de l'alliance. Mais il ne faudrait pas non plus surestimer les réductions budgétaires européennes relatives au déploiement militaire, ni les programmes rigoureux d'économie dans les budgets de défense. Aujourd'hui, l'Otan est de loin l'alliance militaire et politique la plus puissante du monde.

Les Etats-Unis ont toujours été le principal contributeur au budget de l'alliance – actuellement près de 75% – ainsi que sa « puissance coercitive ». Cependant, l'amplification perçue comme telle de la « division » entre les USA et l'Europe présente un scénario complexe au regard de l'évolution de l'alliance en tant qu'organisme de sécurité du 21ème siècle.

Ainsi qu'Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire-général de l'OTAN, l'a souligné lors du sommet de Lisbonne, « Les Etats-Unis chercheraient ailleurs un partenaire pour la sécurité ». Pour les Etats-Unis, une sorte de « division du travail » dans les interventions internationales devient nécessaire. La guerre d'Irak a montré que cela est déjà en cours.

Les divers programmes de partenariat de l'Otan en Asie Centrale, ainsi que le Conseil de coopération du Golfe et des régions méditerranéennes, peuvent être vus comme une partie de cette approche d'ensemble, consistant à avoir recours à d'autres Etats ou groupes d'Etats pour promouvoir les intérêts euro-atlantiques au niveau mondial.

Pour ainsi dire, les « concepts » de puissance sont en expansion et l'Otan cherche des voies et des moyens pour éliminer les duplications indésirables afin de se coordonner plus efficacement. En tout cas, les lamentations sur un repli imminent de l'Otan de l'arène mondiale en tant qu'alliance militaire ont globalement pris fin à Lisbonne.

D'un autre côté, celles-ci ont cédé la place à une acceptation sans équivoque de la raison d'être immuable de l'alliance transatlantique – et le rôle de leader qu'y jouent les USA – comme à la nécessité de rechercher activement des partenariats dans d'autres régions. Il est manifeste que les Etats-Unis, dans le domaine de la sécurité, continueront de donner la priorité à leur partenariat transatlantique et qu'ils ont l'intention de se servir de l'Otan comme de l'instrument clé leur permettant d'exercer leur influence au niveau mondial et d'empêcher l'émergence de tout siège de pouvoir indépendant qui contesterait sa prédominance.

Le circuit du Président Barack Obama en Asie méridionale, en novembre (juste avant que l'Otan ne se réunisse à Lisbonne), qui incluait un arrêt en Inde, en Indonésie et en Corée du Sud, ainsi que les déplacements intensifs de la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton qui a fait un tour complet, ces derniers mois, des membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et de la région Asie-Pacifique, ont indiqué que les Etats-Unis renforçaient les liens de défense dans cette région et qu'ils exploraient les fondements pour une future extension des partenariats de l'Otan dans cette partie du monde.

La portée de la stratégie américaine est assez claire. Pour citer l'ancienne secrétaire d'Etat Madeleine Albright, qui dirigeait le groupe de travail de l'Otan chargé de développer le nouveau concept stratégique adopté au sommet de Lisbonne, « [L']alliance est une maison solide qui bénéficierait de nouveaux verrous et de nouveaux systèmes d'alarme ».

Rasmussen a confirmé que l'objectif du sommet de Lisbonne était de « s'assurer que l'Otan est plus efficace et plus efficiente » que jamais auparavant. Il a ajouté : « Plus efficace, parce que l'Otan investira dans les capacités clés, comme la défense antimissile, la défense cybernétique et le transport à grand rayon d'action. Plus engagée, parce que l'Otan s'étendra pour communiquer sur toute la planète avec nos partenaires, les pays et autres organisations. Et plus efficiente, parce qu'en même temps que nous « dégraissons le mammoth », nous investissons dans ses muscles ».

Ces objectifs constituent le fondement du Nouveau Concept Stratégique, adopté à Lisbonne pour la décennie à venir. Alors que les objectifs étaient étayés, trois tâches ont été mises en avant : la défense collective, la gestion de crise globale et la sécurité coopérative. Le Concept Stratégique établit que « Nous sommes fermement engagés à préserver l'efficacité [de l'Otan] en tant qu'alliance politico-militaire la plus prospère ».

La tâche essentielle sera de défendre l'Europe et d'assurer la sécurité collective de ses 28 membres, tandis que le Concept Stratégique anticipe la prérogative de l'Otan de monter des opérations expéditionnaires au niveau mondial.

Ce document dit explicitement que « Là où la prévention des conflits s'avère infructueuse, l'OTAN sera préparée et capable de gérer les hostilités en cours. L'Otan a des capacités uniques en matière de gestion de conflit, qui incluent la capacité hors pair de déployer de solides forces militaires sur le terrain et de les maintenir ».

L'alliance a promis de renforcer et de moderniser ses forces conventionnelles et de développer tout l'éventail des capacités militaires. Elle restera une alliance nucléaire, tout en développant une capacité de défense antimissile. Le Concept Stratégique a réaffirmé que l'Otan forgera des partenariats au niveau mondial et réitéré son engagement à étendre la qualité de membre aux Etats démocratiques qui répondent aux critères de l'alliance.

Certes, l'implantation de l'alliance occidentale en Asie du Sud façonnera la géopolitique de cette région dans la période à venir et vice-versa.

Jusqu'à récemment, les conversations en Asie du Sud assumaient allègrement que l'Otan n'aurait aucun appétit pour les opérations lointaines et qu'elle recherchait désespérément une stratégie de sortie en Afghanistan. Au contraire, ce qui est apparu au sommet de Lisbonne est que la structure mentale de l'Otan ressort indemne de cette guerre sanglante et que les Etats-Unis pourraient sans doute réussir à atteindre un résultat politiquement acceptable pour l'engagement continu de l'Otan en Afghanistan (et au Pakistan).

« Un partenariat solide et durable » avec Kaboul

Plusieurs questions se posent alors que l'Otan se transforme en organisation de sécurité mondiale et qu'elle s'installe à long-terme dans la région de l'Asie du Sud. L'Otan sera-t-elle prête à se soumettre à la volonté collective de la communauté internationale telle qu'elle est représentée dans la charte de l'ONU ? Ou l'article 5 de sa propre charte (une attaque armée contre l'un [des membres de l'Otan] ou plus en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque contre tous...) continuera-t-il d'être le principe primordial ?

De très grandes incertitudes persistent quant à la sécurité régionale en Asie du Sud. Les questions de frontières, ainsi que les croyances et les ressentiments exprimés dans les catégories [de population] manichéennes, etc., saccagent l'environnement de sécurité dans la région.

L'alliance occidentale a une très grande expérience pour offrir une sécurité collective rassurante et encourager la réconciliation entre les anciennes puissances Alliées et de l'Axe, comme le montre la fin de l'hostilité franco-allemande. L'Otan aspirera-t-elle à devenir la structure qui stabilisera la situation

géopolitique hautement dangereuse et volatile dans la région de l'Asie du Sud ?

L'Otan revendique assurément sa prééminence en tant qu'organisation de sécurité mondiale, mais elle reste encore fidèle à ses amarres transatlantiques, dans un cadre où la prépondérance de l'Europe (le monde occidental) dans la politique internationale est sur le déclin et où s'opère un déplacement du théâtre de l'activité politique et économique, depuis l'Atlantique Nord vers l'Asie.

Pour citer Zbigniew Brzezinski : « Selon qu'ils 'progressent pacifiquement' (une Chine sûre d'elle-même), de façon agressive (une Russie impérialement nostalgique) ou en fanfaronnant (une Inde assurée, malgré ses vulnérabilités intérieures multiethniques et religieuses), tous ces pays désirent un changement dans l'ordre hiérarchique mondial. La future conduite des relations entre ces trois puissances encore relativement prudemment révisionnistes intensifiera un peu plus l'incertitude stratégique. »

Depuis son arrivée apparemment peu enthousiaste en Afghanistan, il y a sept ans, dans une opération « hors zone » faisant partie de la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (FIAS) mandatée par l'Onu, avec un mandat limité, l'Otan, à sa propre initiative, est en train de sortir de la FIAS, en renforçant sa présence et en redéfinissant son rôle et ses activités sur une base à long-terme. La sécurité en Asie du Sud ne sera plus jamais la même.

Lors du sommet de Lisbonne, l'Otan et l'Afghanistan ont signé une déclaration de partenariat. L'Onu n'y figurait pas et son contenu est purement bilatéral. La portée principale de cette déclaration est d'affirmer leur « partenariat à long-terme » et de construire un « partenariat solide et durable qui complète la mission de sécurité de la FIAS et la poursuit au-delà. »

Cette déclaration reconnaît l'Afghanistan comme un « partenaire important de l'Otan... contribuant à la sécurité régionale ». Bref, l'Otan et l'Afghanistan « renforceront leurs consultations sur les questions de préoccupation stratégique » et développeront à cette fin « des mesures efficaces de coopération » qui incluraient « des mécanismes pour le dialogue politique et militaire... une liaison continue de l'Otan en Afghanistan... avec une compréhension commune que l'Otan n'a aucune ambition d'établir une présence militaire permanente en Afghanistan ou de se servir de sa présence en Afghanistan contre d'autres nations. »

L'Otan et l'Afghanistan initieront une discussion en vue de trouver un accord sur le statut de ses forces dans les trois prochaines années. Cette déclaration prévoit également l'inclusion de « pays non-membres de l'Otan » dans cette structure de coopération.

Le sommet de Lisbonne a essentiellement confirmé que la présence de l'Otan en Afghanistan se poursuivra, même au-delà de 2014, date qui correspondait au calendrier suggéré par le président afghan Hamid Karzai pour que Kaboul soit complètement en charge de la sécurité du pays.

Le Président Obama a résumé que « Notre but est que les Afghans aient repris le premier rôle en 2014 et, de la même manière que nous avons assuré la transition en Irak, nous aurons réussi la transition, de telle sorte que nous maintiendront toujours une fonction d'entraînement et de soutien. »

L'Otan pourra prendre en charge des opérations de combat après 2014, si et quand le besoin se fera sentir. Ainsi qu'Obama l'a formulé, tout ce qui arrivera d'ici 2014 est que « l'empreinte de l'Otan en Afghanistan serait réduite de façon significative. Mais au-delà de ça, il est difficile d'anticiper exactement ce qui sera nécessaire... Je prendrai cette décision lorsque je m'y rendrai. »

Il est clair que les milliards de dollars qui ont été injectés ces derniers temps pour mettre à niveau les bases militaires de l'ère soviétique et pour construire de nouvelles bases militaires en Afghanistan, en particulier dans les régions frontalières de l'Asie Centrale et de l'Iran de Mazar-i-Sharif et de Herat, sont pris en compte.

Etablir le contact avec l'Inde

En tant que plus grande puissance d'Asie du Sud, l'Inde semble s'être discrètement préparée pour ce moment, faisant progressivement marche arrière par rapport à sa position traditionnelle réclamant un Afghanistan « neutre », libre de toute présence militaire étrangère. Bien sûr, le vrai problème pour le gouvernement indien est que la politique étrangère devrait être harmonisée de façon optimale avec les stratégies régionales des Etats-Unis. Par conséquent, tous les signes sont là que l'Inde, en tant que « puissance régionale responsable », ne considérera pas fondamentalement la présence militaire de l'Otan en termes à somme nulle.

Plusieurs considérations influenceront l'approche indienne dans la période à venir. D'abord, l'Inde bénéficie indirectement de la stratégie étasunienne dans « la Grande Asie Centrale », laquelle a pour

objectif de rapprocher cette région de l'Asie du Sud en créant de nouveaux liens, surtout économiques. Deuxièmement, l'Inde n'a pas de réflexion arrêtée concernant les programmes de partenariat de l'Otan en Asie Centrale – contrairement à la Russie ou à la Chine, qui nourrissent des inquiétudes à ce sujet. Au minimum, il n'y a aucun conflit d'intérêt entre l'Inde et l'Otan à cet égard. D'un autre côté, l'Inde verrait des avantages à ce que l'Otan travaille effectivement à une stratégie pour « encercler » la Chine en Asie Centrale. La base américaine de Manas, au Kirghizstan, l'installation d'une flotte d'AWACS (*airborne warning and control system* [système de détection et de commandement aéroporté]) en Afghanistan, etc., donnent déjà à l'alliance une certaine capacité pour contrôler les régions du Xinjiang et du Tibet, où la Chine a positionné ses missiles dirigés vers l'Inde.

Il n'est pas impossible que l'Otan, à une date ultérieure, déploie en Afghanistan des éléments du système américain de défense antimissile. Apparemment dirigé contre les « Etats voyous » voisins, ce système de défense antimissile défiera la capacité stratégique chinoise. Pendant ce temps, l'Inde développe aussi ses capacités de défense antimissile, et une coopération future avec les Etats-Unis dans ce domaine est tout à fait possible.

La position indienne établie jusqu'à présent a été de ne s'identifier à aucune alliance ou bloc militaire. Ceci dit, il est aussi important de noter que l'Inde bénéficie du statut d'observateur dans l'Organisation de la Coopération de Shanghai [OCS] est qu'elle cherche à en devenir membre. Jusqu'à présent, alors que les contacts entre l'Inde et l'Otan ont progressivement pris de l'ampleur, il y a eu une dichotomie. Les contacts avec l'Otan au niveau des institutions militaires indiennes ont été discrets, mais sont devenus une affaire régulière. Des délégations de l'Otan ont communiqué régulièrement avec des *think tanks* indiens, ainsi qu'avec la communauté de défense à Delhi. Il n'est pas surprenant qu'une grande partie de ces communications soit restée confinée hors de la vue du public, alors même que l'establishment indien continue de débiter au public son aversion traditionnelle vis-à-vis des alliances et des blocs militaires.

Les hauts-fonctionnaires indiens ont fabriqué un nouvel idiome appelant à une architecture de sécurité « inclusive » pour l'Asie du Sud, une sacrée rupture qui ouvre la porte, à un moment ou un autre, à l'inclusion d'entités extra-régionales telles que les Etats-Unis et/ou l'Otan. L'Inde perçoit probablement une telle « inclusion » comme utile et nécessaire pour contrebalancer le profil de la Chine qui croît rapidement dans la région d'Asie du Sud.

L'Inde nourrit très certainement l'espoir que la présence de l'Otan en Afghanistan, dans l'immédiat, pourrait après tout ne pas être une mauvaise chose. Delhi considère la participation continue de l'Otan dans les conflits afghano-pakistanaïses comme un rempart contre la possibilité du retour au pouvoir des Talibans en Afghanistan.

Aussi, il est utile pour l'Inde que l'alliance occidentale continue de s'approprier le paradigme (du point de vue indien) selon lequel la question centrale de la sécurité régionale en Asie du Sud est la politique de l'armée pakistanaïse, qui se sert des militants talibans pour engranger une « profondeur stratégique » et qui conçoit le terrorisme comme un instrument de sa politique d'Etat.

L'Inde est parfaitement consciente que les sensibilités américaines au regard de ses intérêts sont en contradiction avec le besoin pressant des forces de l'Otan d'obtenir un soutien politique et militaire entier et réel de la part du Pakistan pour élaborer un règlement afghan qui puisse résister à la menace d'une prise de pouvoir par les Talibans à Kaboul.

Une fois encore, étant donné la rivalité entre l'Inde et la Chine, Delhi regarde avec appréhension les efforts déployés par les Américains pour engager un dialogue géopolitique avec la Chine sur la sécurité à long-terme du Pakistan. Pourtant, les Etats-Unis devraient logiquement percevoir l'intérêt d'éviter les troubles régionaux au Pakistan et ils devraient se réjouir du rôle constructif de la Chine pour contribuer à stabiliser la situation au Pakistan.

Au cours de l'année à venir, la chose à observer sera tout changement de paradigme en direction d'une extension coopérative de l'Otan avec l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) conduite par Moscou. La Russie a cultivé assidûment un fil de pensée au sein de l'alliance, selon lequel un joint-venture avec l'OTSC dans le domaine de la sécurité pourrait promouvoir l'efficacité de l'Otan sur une base trans-régionale – et même la rendre optimale.

Jusqu'à présent, les Etats-Unis sont restés catégoriques sur le fait de ne pas concéder à la Russie la revendication implicite d'une sphère d'influence dans l'espace post-soviétique. La réunion au sommet de l'OTSC, le 10 décembre, semble indiquer que Moscou avance avec la construction de son alliance, qui

serait également une organisation de sécurité mondiale. Moscou semble avoir conclu que tout enrôlement par l'Otan – si cela devait se produire – d'une coopération avec l'OTSC dans le domaine explosif du problème afghan sera un processus prolongé – sans parler de la nécessité d'établir des liens officiels et directs.

Avec l'Inde, d'un autre côté, les Etats-Unis ont encouragé l'interopérabilité et discuté du potentiel de coopération pour répondre mutuellement aux menaces imprévues et développer une véritable coopération stratégique. L'incorporation massive de systèmes d'armement de fabrication américaine dans les forces armées indiennes, à laquelle on peut s'attendre dans la période à venir, accélèrera ces processus ; et, il est entièrement concevable qu'à un moment ou un autre l'Inde puisse surmonter ses soupçons persistants vis-à-vis de la domination occidentale et qu'elle établira des liens officiels avec l'Otan, dont la première étape, modeste, consisterait à former un conseil mixte.

Ce raisonnement à Delhi sera significativement influencé par tout déplacement prononcé vers l'Est du centre de gravité de l'Otan, en direction de la région Asie-Pacifique, et qui impliquerait les puissances d'Asie Orientale, en particulier la Chine.

Rassurer le Pakistan

La conviction à New Delhi est que les intérêts de l'Otan au regard des objectifs (militaires) afghans et pakistanais sont en fin de compte irréconciliables. Les Etats-Unis devront donc s'occuper au plus tôt de cette contradiction. L'Inde pourrait sous-estimer l'aspect crucial du rôle joué par le Pakistan dans la stratégie régionale des Etats-Unis.

Reste le fait que la géographie détermine que le Pakistan jouera toujours un rôle majeur pour assurer la stabilité en Afghanistan. L'Inde peut sans doute être maintenue hors de la résolution du conflit en Afghanistan, mais pas le Pakistan. Même les pays qui sont amicaux envers l'Inde – la Russie, la Turquie, l'Iran et le Tadjikistan – trouvent qu'il est politiquement avantageux de travailler avec le Pakistan. Et, à cette fin, ils sont prêts à accepter la « condition préalable » d'Islamabad de tenir l'Inde à distance. En fait, l'Inde ne figure pas dans le moindre format régional impliquant la recherche d'un règlement politique en Afghanistan. Son implication est quasi-totalement déléguée à ses réflexions concertées avec les Etats-Unis.

Il existe toutes sortes de raisons pour lesquelles le rôle central du Pakistan dans la recherche d'une résolution de conflit en Afghanistan doit être reconnu. L'économie de subsistance afghane ne peut pas survivre aujourd'hui sans le commerce et les voies de transit que le Pakistan apporte.

Les élites politiques afghanes, en particulier les élites pachtones, considèrent le Pakistan comme leur interlocuteur le plus important. Elles peuvent aller chercher l'Inde comme « contrepoids » si les Pakistanais devenaient trop envahissants ou trop belliqueux, mais, au bout du compte, ils ne peuvent faire autrement que de traiter avec le Pakistan.

Une fois encore, l'insurrection afghane est menée par les Pachtones. Et les royaumes tribaux sur la frontière pakistano-afghane sont historiques. Près de trois millions de réfugiés afghans (pachtones) vivent au Pakistan. Le Pakistan exerce une influence décisive sur tout un éventail de groupes insurgés afghans – Quetta Shura, le réseau Haqqani, Hezb-i-Islami – et il maintient même des contacts étendus avec des groupes qui faisaient auparavant partie de l'Alliance du Nord et qui étaient les fers de lance de la résistance anti-Taliban, en particulier les dirigeants « moudjahidin » qui combattirent l'occupation soviétique, comme Sibghatullah Mojaddidi, Burhanuddin Rabbani, Rasul Sayyaf, et d'autres.

Il est inutile de dire que le noyau terroriste opérant dans cette région comprend des groupes pakistanais et que les services secrets pakistanais (Inter-Services Intelligence) continuent d'en protéger certains – et le Pakistan se prépare progressivement à admettre ouvertement qu'ils sont ses « agents stratégiques » à l'intérieur de l'Afghanistan afin de préserver ses intérêts à long-terme. Le Pakistan a investi lourdement en hommes et en matériel durant les deux dernières décennies pour obtenir une « profondeur stratégique » en Afghanistan et ce pays apparaît aujourd'hui absolument déterminé à influencer tout règlement en Afghanistan.

Par-dessus tout, l'Otan et les Etats-Unis dépendent lourdement des deux routes qui traversent le Pakistan – via la province de la Frontière du Nord-Ouest et le Baloutchistan – pour approvisionner les troupes en Afghanistan.

Les révélations de WikiLeaks ont montré que les relations entre le Pakistan et les Etats-Unis ont été extrêmement complexes. D'un côté, les Etats-Unis exercent une énorme influence sur les élites pakistanaises, et les diplomates étasuniens interfèrent ouvertement dans les affaires intérieures pakistanaises – et les politiciens pakistanais recherchent sans réserve le soutien américain pour leurs

magouilles. Mais d'un autre côté, tout indique la limite du pouvoir américain à Islamabad. Le Pakistan a sûrement un don étrange pour s'accroupir et même défier les Etats-Unis lorsqu'il s'agit de sauvegarder ses préoccupations fondamentales et ses intérêts vitaux. Ceci étant dit, tandis que le Pakistan peut se comporter de façon exaspérante – pratiquant allègrement le double-langage et les fourberies – et qu'il montre par moment des signes de « mépris stratégique », c'est un pays également très pragmatique, soigneusement réglé sur les besoins essentiels des Etats-Unis au niveau opérationnel, à l'instar de la politique des attaques des drones américains dans les zones tribales l'atteste.

WikiLeaks a choisi deux exemples, au moins concernant les deux dernières années, lorsque l'armée pakistanaise a effectivement permis aux forces étasuniennes de conduire des opérations à l'intérieur du Pakistan, ignorant complètement le vif « anti-américanisme » qui balaye le pays et de façon assez contraire à sa position publique véhémement contre toute érosion de la sorte de la souveraineté pakistanaise et de son intégrité territoriale.

Le cœur du problème est que le Pakistan et les Etats-Unis sont tous deux fortement contraints de réconcilier leurs approches divergentes et de travailler en vue d'un règlement afghan. Le principal point de désaccord à l'heure actuelle incombe à la stratégie actuellement poursuivie par le chef militaire américain David Petraeus, qui espère humilier les insurgés afin que les Américains puissent enfin être en position de force pour parler aux dirigeants talibans.

Là, le Pakistan a le dessus, puisque le temps travaille en sa faveur. Par conséquent, quelle que soit la situation, la probabilité de discordes américano-pakistanaïses qui atteindraient un point critique est nulle. Le produit fini de la guerre afghane

Cette réalité géopolitique est très liée au futur rôle de l'Otan en Afghanistan. La stratégie des Etats-Unis au sujet d'un règlement afghan visualise le futur rôle de l'Otan en tant que garante de la sécurité de la Route de la Soie, qui transporte la richesse minérale de l'Asie Centrale vers le marché mondial via le port pakistanaïse de Gwadar, et qui représente des milliards et des milliards de dollars. Bref, le Pakistan est un partenaire clé de l'Otan dans ce projet de Route de la Soie.

L'accord commercial et de transport afghano-pakistanaïse conclu en octobre était une étape historique et c'est uniquement le sens de l'urgence à Washington qui l'a rendu possible. Cela ressort comme l'héritage subtil de feu Richard Holbrooke. En effet, Holbrooke, le maillon essentiel de la diplomatie américaine dans la région, a recherché et obtenu la coopération tacite de l'Inde dans ces négociations qui ont conduit à un accord afghano-pakistanaïse, ce qui montre à quel point Delhi compte également sur Washington pour arrondir les angles des rapports triangulaires afghano-pakistano-indiens relatifs au commerce et aux questions de transit.

Sans aucun doute, le Pakistan est assuré de jouer un rôle clé dans la stratégie régionale des Etats-Unis, qui continueront d'injecter de l'argent étranger dans l'économie pakistanaïse. L'armée pakistanaïse accélèrera de bon cœur les programmes existants de partenariat avec l'Otan et les revalorisera même. La ressuscitation du projet de la Route de la Soie, consistant à construire un pipeline pétrolier et gazier reliant le Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde (le pipeline TAPI), devra être vu comme bien plus qu'un modèle de coopération régionale.

Ce pipeline signifie un progrès dans les vieux efforts occidentaux d'accéder à la fabuleuse richesse minérale de la Caspienne et de la région d'Asie Centrale. Washington a été le saint patron du concept TAPI depuis le début des années 90, lorsque les Talibans étaient conçus comme son aurige afghan. Ce concept est devenu moribond lorsque le régime taliban fut chassé du pouvoir à Kaboul.

A présent la roue est revenue à son départ avec la ressuscitation progressive du projet depuis 2005, courant en parallèle avec le retour fantastique des Talibans sur l'échiquier afghan. La mise en service proposée du TAPI coïncide avec le calendrier 2014 pour la fin de la « mission de combat » de l'Otan en Afghanistan. La « montée en puissance » [*surge*] des Etats-Unis se concentre sur les provinces du Helmand et de Kandahar, à travers lesquelles le pipeline devrait finir par passer. Quelle série étonnante de coïncidences !

Le Concept Stratégique de l'Otan, adopté lors du sommet de Washington en avril 1999, a souligné que les perturbations des ressources vitales pourraient impacter les intérêts de l'alliance en matière de sécurité. Depuis lors, l'Otan a délibéré sur son rôle dans la sécurité énergétique, le clarifiant à la lumière des réalités politiques et stratégiques mondiales changeantes.

Le sommet de l'alliance à Bucarest en avril 2008 a délibéré sur un rapport intitulé « Le Rôle de l'Otan dans la Sécurité Énergétique », lequel a identifié les principes directeurs, de même que les options et les

recommandations, pour des activités supplémentaires. Ce rapport a spécifiquement identifié cinq domaines où l'Otan peut jouer un rôle. Ils comprennent : l'information et le partage et la fusion des services de renseignements ; la projection de la stabilité ; l'avancement de la coopération internationale et régionale ; le soutien à la gestion des conséquences ; et, le soutien à la protection de l'infrastructure vitale.

L'alliance conduit déjà des projets qui se focalisent sur le Sud Caucase et la Turquie – le pipeline de brut Bakou-Ceyhan et le pipeline de gaz naturel Bakou-Ezrurum. En août de cette année, une nouvelle division a été créée au sein de l'état-major de l'Otan pour s'occuper exclusivement des « défis et des risques non traditionnels », incluant la sécurité énergétique, le terrorisme et autres.

Sur la carte, le pipeline TAPI montre de façon trompeuse que l'Inde serait sa destination finale. Toutefois, ce qui est négligé est que cette route peut facilement être étendue au port pakistanais de Gwadar et reliée aux marchés européens, ce qui est son objectif ultime.

Il incombe à chacun des pays de transit de sécuriser ce pipeline. Une partie du tronçon afghan sera enfouie dans le sol pour se prémunir des attaques, et les communautés locales seront payées pour en assurer la garde. Mais alors, il va sans dire que Kaboul s'attendra à ce que l'Otan fournisse la couverture de sécurité, laquelle, en échange, nécessitera une présence militaire occidentale à long-terme en Afghanistan.

En somme, TAPI est le produit fini de l'invasion US de l'Afghanistan. Il consolide la présence militaire et politique de l'Otan dans le haut-plateau stratégique qui surplombe la Russie, l'Iran, l'Inde, le Pakistan et la Chine. TAPI apporte un cadre parfait pour la future projection de la puissance militaire de l'alliance pour la « gestion de crise » en Asie Centrale.

Par M. K. Bhadrakumar

M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière dans les services extérieurs indiens pendant plus de 29 ans. Ses affectations incluent l'Union Sovétique, la Corée du Sud, le Sri Lanka, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Koweït et la Turquie.

Asia Times Online, le 2 janvier 2011

article original : "[NATO weaves South Asian web](#)"

Copyright 2010 Asia Times Online Ltd / Traduction : JFG-QuestionsCritiques. All rights reserved.

http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M_K_Bhadrakumar/OTAN_Lisbonne_Afghanistan_Pakistan_Inde_020111.htm

1-3 Mahdi Darius Nazemroaya : 'Égypte: Menaces d'une intervention militaire des États-Unis, d'Israël et de l'OTAN?

Les manifestations en Tunisie ont eu un effet domino dans le monde arabe. L'Égypte, le plus grand pays arabe, est désormais galvanisée par un soulèvement populaire visant à déloger le régime Moubarak au Caire. La question suivante s'impose : si le régime était chassé, quelles seraient les conséquences? Les États-Unis, Israël et l'OTAN regarderaient-ils simplement les Égyptiens établir un gouvernement libre? La parabole des dictateurs arabes est semblable à celle de la toile d'araignée. Même si l'araignée se sent en sécurité dans sa toile, celle-ci est en réalité l'un des foyers les plus frêles. Désormais, du Maroc à l'Arabie Saoudite, tous les dictateurs et tyrans arabes ont peur. L'Égypte est au seuil de ce qui pourrait devenir l'un des plus importants événements géopolitiques du siècle.

Les pharaons, anciens ou modernes, connaissent tous leurs derniers jours. Les jours de Moubarak sont comptés, mais les pouvoirs derrière lui n'ont toujours pas été vaincus. L'Égypte constitue une part importante de l'empire mondial des États-Unis et le gouvernement étasunien, Tel-Aviv, l'Union européenne (UE) et l'OTAN ont tous un intérêt significatif à maintenir un régime fantoche en Égypte. En réalité, le gouvernement étasunien a œuvré contre la liberté dans le monde arabe et au-delà. Lorsque le président Obama dit qu'il devrait y avoir une période de « transition » en Égypte, cela signifie que Moubarak et le régime égyptien devraient demeurer intacts. Les États-Unis ne veulent pas d'un gouvernement populaire au Caire.

Martin Indyk est un ancien représentant de l'administration Clinton au Conseil de sécurité nationale, avec certaines responsabilités reliées au Moyen-Orient et au conflit israélo-palestinien, et est aussi étroitement lié à l'administration Obama. Il a déclaré au New York Times que les États-Unis doivent œuvrer à amener l'armée égyptienne à contrôler l'Égypte, jusqu'à ce qu'un « leadership politique modéré et légitime [puisse] émerger [1] ». Indyk a non seulement appelé à la mainmise de l'armée sur

l'Égypte, il a également employé le double langage du département d'État étasunien. Ce que les représentants étasuniens entendent par « modéré » est une dictature ou un régime comme ceux de l'Arabie Saoudite, des Émirats arabes unis, de la Jordanie, du Maroc et de la Tunisie de Ben Ali. En ce qui a trait à la légitimité, aux yeux des représentants des États-Unis, elle signifie des individus qui serviront les intérêts étasuniens.

Tel-Aviv est beaucoup moins évasif que les États-Unis à propos de la situation en Égypte. Par crainte de perdre le Caire, Tel-Aviv a encouragé le régime de Moubarak à lâcher toute la force de l'armée égyptienne sur les manifestants civils. Il a également défendu Moubarak au niveau international. Le rôle principal de l'armée égyptienne a toujours été de contrôler le peuple égyptien et de garder le régime de Moubarak au pouvoir. Il s'agit par ailleurs de la seule raison d'être de l'aide militaire des États-Unis à l'Égypte.

Menaces d'une intervention militaire des États-Unis, d'Israël et de l'OTAN en Égypte : Souvenirs de l'invasion de l'Égypte en 1956?

Il est également possible qu'une nouvelle guerre éclate avec Israël et même que les États-Unis et l'OTAN recourent à une intervention militaire en Égypte. La menace d'une telle intervention doit être considérée. En 1956, les Britanniques, les Français et les Israéliens ont conjointement attaqué l'Égypte lorsque le président Gamal Abdel Nasser a nationalisé le canal de Suez. En se remémorant 1956, les États-Unis et l'OTAN pourraient faire de même. Le général James Mattis, commandant de l'U.S. Central Command, a déclaré que les États-Unis traiteront avec l'Égypte « diplomatiquement, économiquement [et] militairement » si l'Égypte bloque l'accès du canal de Suez aux États-Unis et à leurs alliés [4].

En 2008, Norman Podhoretz a proposé un scénario cauchemardesque impensable dans lequel les Israéliens occuperaient militairement les raffineries de pétrole et les ports du golfe Persique pour garantir la « sécurité énergétique » et lanceraient une attaque nucléaire soi-disant préemptive contre l'Iran, la Syrie et l'Égypte [5].

Cette année-là, les principales questions soulevées étaient : la « sécurité énergétique » pour qui et pourquoi attaquer l'Égypte, où le gouvernement Moubarak a été un fidèle allié d'Israël?

Les Israéliens attaqueraient-ils l'Égypte si un gouvernement révolutionnaire émergeait au Caire? C'est essentiellement ce qui s'est produit en Égypte quelques années après que Gamal Abdel Nasser eut pris le pouvoir des mains de Mohammed Naguib. Par ailleurs, une telle attaque militaire contre l'Égypte est-elle liée au plan secret de contingence en matière de sécurité militaire et à propos duquel Netanyahu a rassuré la Knesset?

Un tel scénario terrifiant, comprenant l'utilisation d'armes nucléaires, est-il un risque sérieux? Podhoretz a des liens étroits avec des représentants à la fois d'Israël et des États-Unis. Il convient également de noter que Podhoretz est un lauréat de l'U.S. Presidential Medal of Freedom (Médaille présidentielle de la liberté) pour son influence intellectuelle aux États-Unis et est l'un des premiers signataires du Project for the New American Century (Projet pour un nouveau siècle étasunien, PNAC) en compagnie d'Elliot Abrams, Richard Cheney, John (Jeb) Bush, Donald Rumsfeld, Steve Forbes Jr. et Paul Wolfowitz. Le PNAC a en gros exposé brièvement les plans visant à transformer les États-Unis en un empire mondial par le militarisme à l'étranger et la militarisation au niveau national.

« Le chaos administré » et les menaces de balkanisation en Égypte : le plan Yinon à l'œuvre?

L'Égypte ne peut plus être administrée par le régime Moubarak, les États-Unis, Israël et leurs alliés. Les États-Unis, Israël et leurs alliés travaillent donc maintenant à la division et à la déstabilisation de l'Égypte, l'État arabe le plus puissant, afin qu'aucun défi stratégique ne survienne au Caire. Les attaques contre les manifestants pacifiques sur la place Tahrir au centre du Caire par les voyous de Moubarak maniant des massues à dos de chameaux et de chevaux étaient un événement orchestré dans le but de créer un appui du public à l'extérieur du monde arabe en faveur d'un homme fort dictatorial au Caire. L'incident incarnait tous les stéréotypes et l'attitude orientalistes erronés concernant les Arabes et les populations du Moyen-Orient. Il ne serait pas surprenant que les États-Unis, Israël et la Grande-Bretagne y aient directement pris part ou joué un rôle de consultant.

Incroyablement loin de la réalité, les médias étatiques du régime Moubarak rapportent que ce dernier est appuyé par des millions d'Égyptiens et que l'approbation à ses plans de « gouvernement transitoire » est répandue. Dans une démonstration de désespoir, les mêmes médias étatiques tentent aussi de blâmer l'Iran et ses alliés arabes pour les manifestations en Égypte. Ils ont rapporté que des commandos iraniens

et des forces spéciales, accompagnés du Hezbollah libanais et du Hamas palestinien, ont rempli des missions de déstabilisation et de sabotage contre l'Égypte.

Ce genre d'accusations par le régime du Caire n'est pas nouveau. Le Yémen, Bahreïn, la Jordanie et Mahmoud Abbas font tous la même chose. À plusieurs reprises dans le passé, le régime Moubarak a blâmé l'Iran, le Hezbollah, le Courant patriotique libre, la Syrie et le Hamas de s'être mêlé et d'avoir incité à la révolte. Lorsque le Courant patriotique libre a critiqué le traitement des chrétiens égyptiens par le régime Moubarak, ce dernier a accusé Michel Aoun de sédition sectaire. Pour sa part, le Hezbollah a été accusé de tenter de semer le chaos en Égypte lorsque Hassan Nasrallah a demandé aux Égyptiens de manifester leur solidarité envers les Palestiniens et d'exiger que leur gouvernement permette que de l'aide humanitaire soit acheminée à la population de la Bande de Gaza.

Le chaos administré à l'œuvre

Bien que les voyous de Moubarak sèment aussi le chaos en Égypte pour tenter de garder son régime au pouvoir, la doctrine du « chaos administré » est employée par des acteurs externes avec en tête le plan israélien Yinon. Amener les Égyptiens à se battre les uns contre les autres et transformer l'Égypte en un État divisé et instable, tout comme l'Irak anglo-étasunien, semble être le but des États-Unis, d'Israël et de leurs alliés. Les tensions croissantes entre les Égyptiens musulmans et chrétiens, comprenant les attaques contre les églises coptes, sont liées à ce projet. Dans ce contexte, au treizième jour des manifestations en Égypte, l'église Mar Girgis dans la ville égyptienne de Rafah, près de Gaza et d'Israël, a été attaquée par des hommes armés en motocyclette [6].

La Maison-Blanche et Tel-Aviv ne veulent pas d'un second Iran au Moyen-Orient. Ils feront tout ce qu'ils peuvent pour prévenir l'émergence d'une Égypte forte et indépendante.

Pour les objectifs des États-Unis, d'Israël et de l'OTAN, une Égypte libre pourrait se révéler une menace bien plus grande qu'un Iran non arabe, au cœur du monde arabe.

Le retour de l'aigle égyptien en tant que champion arabe de l'indépendance?

Dans le monde arabe et en Afrique, l'Égypte a autrefois représenté un défi stratégique pour les États-Unis, Israël, la France et la Grande-Bretagne. L'Égypte nassériste a aidé la résistance algérienne contre l'occupation française, a soutenu ouvertement les Palestiniens contre l'occupation de leurs maisons par les Israéliens et la résistance yéménite contre l'occupation britannique du Yémen du Sud, a contesté la légitimité des Hachémites installés par les Britanniques et de la dynastie saoudienne appuyée par les États-Unis, et a offert son appui aux mouvements anti-impérialistes et de libération nationale. Sous un gouvernement révolutionnaire, étroitement lié à l'Islam ou non, le Caire pourrait donner au monde arabe un nouveau chef qui raviverait le panarabisme, rendrait Tel-Aviv encore plus nerveux dans ses tentatives de lancer des guerres et rallierait les Arabes et les autres peuples du monde dans une révolte contre la confédération mondiale formée par les États-Unis et leurs alliés.

L'Égypte n'est pas encore libérée de son état de servitude. Les Égyptiens doivent également aborder le rôle du capitalisme mondial dans l'appui au régime Moubarak, tout en demeurant unis. S'ils réussissent, ils auront un impact majeur sur l'histoire et le siècle actuel.

Addenda

Après la publication du texte, le Hezbollah a publiquement appuyé les manifestations en Égypte. Le gouvernement de la bande de Gaza, dirigé par le Hamas, a également commencé à permettre la tenue de rassemblements en appui aux manifestants égyptiens, alors que Mahmoud Abbas et le Fatah en Cisjordanie les interdisent. Au Liban, le Hezbollah et ses alliés ont aussi tenu des rassemblements pour soutenir les manifestants égyptiens. À cet égard, l'Alliance du 14 mars, alliée du régime Moubarak au Liban, a sévèrement critiqué le Hezbollah et ses alliés politiques.

Notes

[1] Elisabeth Bumiller, « Calling for Restraint, Pentagon Faces Test of Influence With Ally » The New York Times 29 janvier 2011; Voici ce qu'a dit Indyk : « Maintenant nous devons nous concentrer à mettre l'armée dans une position qui lui permettra de diriger l'arène afin qu'un leadership politique modéré et légitime émerge. »

[2] Attila Somfalvi, « Netanyahu: Democratic Egypt no threat » Yedioth Ahronoth, 2 février 2011.

[3] Ibid.

[4] Adrian Croft, « U.S. sees Suez Canal closure as inconceivable » éditeurs Peter Griffiths et Elizabeth Fullerton, Reuters, 1er février, 2011.

[5] No man Podhoretz, « Stopping Iran: Why the Case for Military Action Still Stands » Commentary Magazine, vol.125, no. 2, (février 2008): pp.11-19.

[6] « Church in flames in Egypt's Sinai: witness » Agence France-Presse (AFP), 6 février, 2011.

[7] « Senior US envoy presses for democracy in Tunisia » Agence France-Presse (AFP), 24 janvier 2011.

Mahdi Darius Nazemroaya

Le 10 février 2011

Mahdi Darius Nazemroaya est chercheur associé au Centre de recherche sur la mondialisation (CRM). Mahdi Darius Nazemroaya est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. [Articles de Mahdi Darius Nazemroaya publiés par Mondialisation.ca](#)

Article original publié en anglais, [The Division of Egypt: Threats of US, Israeli, and NATO Military Intervention?](#) le 7 février 2011.

URL : <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=23173>

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 [La lutte pour la paix: déclaration de Partis communistes et ouvriers.](#)

Déclaration conjointe de Partis communistes et ouvriers, à l'initiative du Parti communiste portugais
L'importance de la lutte pour la paix, contre l'exploitation et l'oppression impérialistes

Vingt ans se sont écoulés depuis le début de la guerre du Golfe. Le 17 janvier 1991, les forces armées des États-Unis, de l'OTAN et de ses alliés déclenchaient – avec la ratification du Conseil de sécurité des Nations unies – leur première guerre à grande échelle au Moyen-Orient. Indissociable des changements profonds et négatifs qui sont allés de pair avec la liquidation du socialisme en Union soviétique et dans l'Europe de l'Est, cette guerre a été un prélude à vingt années d'agressions, d'invasions et d'ingérences impérialistes à grande échelle. Du Golfe à la Yougoslavie, de l'Afghanistan à l'Irak, au Liban et à la Palestine, l'impérialisme a tenté d'imposer sa domination dans chaque pays et dans le monde entier, cherchant ainsi à s'assurer le contrôle direct des principales ressources énergétiques de la planète, à annihiler les droits souverains des peuples et à soumettre la planète entière à l'exploitation et aux intérêts du grand capital. Cette offensive militariste et belliciste s'est développée conjointement avec des attaques en règle contre les droits sociaux, économiques et politiques des travailleurs et des peuples – même dans les centres mêmes de l'impérialisme – et a contribué à accentuer les contradictions entre les puissances impérialistes.

Grâce à la résistance et à la lutte des peuples – et, avant tout, des peuples qui ont été les victimes de l'agression –, l'offensive impérialiste a dû affronter des obstacles et a subi d'importants revers. Mais les dangers pour la paix et pour les peuples n'ont pas disparu, au contraire. La crise économique profonde du capitalisme et l'impuissance des classes dirigeantes à la surmonter se traduisent – comme dans le passé – par une tentative d'asseoir leur pouvoir par le biais de la violence, de l'autoritarisme, de la guerre et d'offensives brutales contre les droits et niveaux de vie des travailleurs et des peuples.

Les menaces de guerre et d'agression sont évidentes dans les attaques contre les mouvements ouvriers et populaires en lutte contre l'impérialisme, les qualifiant d'« ennemis intérieurs ». Elles l'ont été aussi lors du récent sommet de l'OTAN et du nouveau projet stratégique de cette organisation impérialiste militariste et agressive – que le traité de Lisbonne considère comme son aile armée, approfondissant ainsi le processus d'affirmation de l'Union européenne en tant que bloc économique, politique et militaire impérialiste. Elles le sont également dans les incessantes menaces, provocations et ingérences de l'impérialisme dans de nombreuses parties du monde. Et elles le sont enfin au vu des dépenses sans cesse croissantes en appareils militaires et dispositifs sécuritaires.

Les partis signataires appellent les travailleurs et les peuples du monde à renforcer le combat pour la paix et contre les plans de guerre et d'agression de l'impérialisme, à renforcer la lutte contre l'exploitation capitaliste et pour la défense de la souveraineté et des droits de tous les peuples du monde. Ils insistent sur le fait que le combat pour la paix, la coopération et le progrès est un élément indissociable de la lutte pour le renversement du capitalisme et la construction du socialisme.

Ils expriment leur solidarité avec les peuples et envers les forces anti-impérialistes révolutionnaires, progressistes et de libération nationale qui luttent contre les agressions, ingérences et menaces de l'impérialisme. Ils expriment en particulier leur solidarité avec les communistes et autres forces anti-impérialistes du Moyen-Orient et, plus spécialement, du peuple palestinien dans sa lutte pour le droit d'instaurer un État palestinien indépendant dans les frontières d'avant 1967, avec Jérusalem comme capitale.

canaille le rouge

3 A savoir

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

3-1 Le nouveau traité russo-américain sur la réduction de leurs arsenaux nucléaires entre en vigueur.

Un nouveau traité entre les Etats-Unis et la Russie sur la réduction de leurs arsenaux nucléaires est entré en vigueur, après l'échange entre la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton et le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov des instruments de la ratification pour le nouveau Traité START, samedi à Munich, en Allemagne.

Selon le nouveau traité, les deux pays doivent limiter leurs têtes nucléaires à moins de 1.550 chacun, soit moins de 30% par rapport à l'ancien traité, qui avait expiré en décembre 2009.

Les deux dirigeants américain et russe se trouvent à Munich pour participer à la 47ème Conférence de Munich sur la sécurité. Le nouveau traité START a été signé en avril 2010 par le président américain Barack Obama et son homologue russe Dmitri Medvedev à Prague.

Le Congrès américain et le Parlement russe ont ratifié respectivement le nouveau traité en décembre 2010 et en janvier 2011. L'administration Obama considère le nouveau traité START comme un élément important dans les relations entre les Etats-Unis et la Russie.

2011-02-06

xinhua

<http://french.cri.cn/621/2011/02/06/301s237777.htm>

3-2 "Start III" viole le TNP et légitime la production d'une nouvelle génération de bombes atomiques (Kazem Jalali)

Le porte-parole de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du parlement iranien a déclaré que le nouveau Traité "Start", signé entre la Russie et les Etats-Unis, violait le TNP et légitimait la production d'une nouvelle génération de bombes atomiques. Kazem Jalali, interviewé par l'ISNA, a souligné que le Traité "Start III" était un accord, sur la réduction de l'ancienne génération des bombes et que Moscou et Washington s'étaient mis d'accord sur la production d'une nouvelle génération de bombes atomiques qui sont plus puissantes. Jalali a ajouté que le TNP était basé sur la préparation des conditions pour l'utilisation de l'énergie nucléaire, à vocation pacifique, pour tous les pays, tandis que le nouveau traité "Start" viol le TNP et légitime la production d'une nouvelle génération de bombes atomiques.

07/02

<http://french.irib.ir/info/politique/item/108789-qstart-iiiq-viole-le-tnp-et-legitime-la-production-dune-nouvelle-generation-de-bombes-atomiques-kazem-jalali> Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19